

# FASCISME

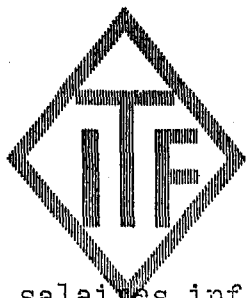
ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

N° 21

Amsterdam, le 16 octobre 1937.

5ème année



Le dumping allemand (I.T.F.) Dans presque toutes les industries allemandes d'exportation, un dumping des salaires est coutumier: le commissaire au travail, contrôleur officiel des taux des salaires, peut autoriser les employeurs qui en font la demande en vue de l'exécution d'une commande destinée à l'étranger, à payer des salaires inférieurs aux tarifs. Les employeurs profitent avidement de cette possibilité, mais pour des raisons faciles à comprendre, ce dumping des salaires a été traité de manière confidentielle, \* jusqu'ici

A présent toutefois, le commissaire spécial pour l'industrie allemande du verre à vitres, fonctionnaire du ministère du Travail, a prévu expressément ce dumping des salaires. Le contrat dicté par lui stipule: "Pour les heures supplémentaires dont l'exécution est nécessaire dans l'intérêt de l'économie nationale, plus spécialement dans l'intérêt des exportations(!)... des taux plus bas de rétribution peuvent être arrêtés" (Voir Bulletin du ministère du Travail allemand, N°20). Pour commencer on supposait qu'il ne s'agissait là que d'une des autorisations coutumières à déprimer la rémunération de la main-d'œuvre en vue d'exportations déterminées. Le ministère du Travail fait toutefois spécifier à présent que "pour la fixation d'un taux réduit de l'indemnité pour heures supplémentaires (en cas d'exportations -Red.) aucune limitation de temps n'est prévue" (Deutsches Arbeitsrecht, octobre 1937), en d'autres termes que des maisons allemandes travaillant pour l'exportation peuvent obtenir une autorisation générale de réduire les salaires.

L'argent qui roule. (I.T.F.) La police suisse a mis la main sur certaines correspondances dont il ressort clairement que le parti national-socialiste suisse, le "Front" a mendié de l'argent auprès de certains organes officiels allemands et a touché des sommes notables. Le "Front" a dû reconnaître (le 24 septembre) que les lettres en question sont authentiques.

Dans d'autres pays on pourrait certes par des perquisitions inattendues dans les bureaux de groupements fascistes et nazistes trouver des documents analogues prouvant où vont les marks. (La "Neue Zürcher Zeitung" du 7 octobre reproduit des fac-similés de quelques-unes de ces lettres.)

Alors qu'ailleurs les salaires montent, ils baissent en Allemagne. (I.T.F.) "La Situation économique mondiale" pour l'année 1936/37 publication de la Société des Nations contient des renseignements intéressants sur le mouvement des taux du salaire

horaire depuis la dernière période de hausse économique. Les chiffres démontrent comment les organisations syndicales des principaux États industriels ont réussi à profiter de l'amélioration de la situation économique pour compenser les réductions de salaire pratiquées pendant la période de crise.

		<u>1929</u>	<u>1932</u>	<u>1936</u>
		<u>Pourcentages de 1929</u>		
Grande-Bretagne	(taux des salaires hebdomadaires)	100	96	100
Norvège	(revenus journaliers)	100	98	100
Suède	(revenus horaires)	100	102	101
Danemark	(revenus horaires)	100	102	105
Etats-Unis	(revenus horaires)	100	84	105
France	(taux des salaires horaires)	100	104	116
Toutefois :				
Japon	(revenus journaliers)	100	92	92
Allemagne	(taux des salaires horaires)	100	82	79

Le rapport de la S.d.N. observe à propos de ce tableau : Au Japon, le coût de la vie a rapidement monté ces derniers mois. Les chiffres officiels (!) allemands n'indiquent pas, il est vrai une hausse marquée; il faut néanmoins en tenir compte qu'en Allemagne non seulement les taux des salaires ont baissé, mais une partie considérable du revenu hebdomadaire passe en cotisations et en impôts accrus.

Traite d'hommes. (I.T.F.) Les bureaux de placement autrichiens avaient fourni il y a quelques semaines leur intermédiaire pour l'embauche en Allemagne de 80 maçons et ouvriers auxiliaires du bâtiment, originaires du Burgenland. On avait promis aux maçons un salaire de 1,50 marks par heure. Les ouvriers autrichiens ne furent toutefois pas occupés, comme il avait été annoncé, à la construction d'habitations, mais à des travaux de fortification au sud-ouest de l'Allemagne. Ils touchaient là un salaire horaire de 75 pfennigs, soit exactement la moitié du taux promis et avaient été isolés des autres, probablement comme étant des "porteurs de bacilles" au sens politique du mot. Presque tous sont à présent rentrés chez eux indignés de la légèreté avec laquelle les bureaux de placement autrichiens envoient des travailleurs en Allemagne.

Le mark est dé de 40%. (I.T.F.) Il est excessivement difficile de constater avec précision quelle est encore à l'heure actuelle le pouvoir d'achat du mark en Allemagne. Les chiffres indices officiels sont inutilisables; ils ont été habilement flattés et personne ne les prend au sérieux. A présent, l'Institut pour l'étude des conjonctures, organe semi-officiel à toutefois reconnu qu'en cas de comparaisons relatives au pouvoir d'achat des différentes monnaies, il faut pour le mark compter avec une dévaluation de 40%. Dans son Bulletin trimestriel du 29 septembre, l'Institut donne une comparaison entre le coût de la vie en Grande-Bretagne et en Allemagne. Il avait le choix ou bien de traduire les prix anglais au cours officiel en marks et de prouver de la sorte en de longs tableaux la hausse excessive du coût de la vie en Allemagne, ou bien de tenir compte de la dévaluation de fait du mark. Dans ce cas, dire la vérité semblait le moindre des deux maux; c'est pourquoi l'Institut pour l'étude des conjonctures a pris pour la livre non pas le cours officiel (1 £ = 12,63 marks) mais le cours basé sur la parité or (1 £ = 20,43 marks), et a de la sorte confirmé que le pouvoir d'achat du mark est déprécié de près de 40%.

Ce que signifie le plan quadriennal. (I.T.F.) Lors de l'assemblée des secrétaires de la communauté d'entreprise de l'industrie métallurgique, la principale section du Front allemand du Travail, Jäzoch, chef national de cette communauté d'entreprise a déclaré: "Se conformant à une instruction de l'Office central pour le plan quadriennal, section de la main-d'oeuvre occupée, une série de chefs d'entreprise ont soumis à une révision le rendement de leur personnel.... Le résultat en a été que pour le quart environ des travailleurs une augmentation allant jusqu'à 30% du rendement a pu être atteinte." ("Ruhrarbeiter", 2ème numéro d'octobre 1937).

"Distribution des bénéfices dans la maison "Allemagne". - "Le capital est satisfait".

(I.T.F.) L'organe du patronat des mines allemandes, la "Deutsche Bergwerkzeitung" parlant (dans son numéro du 20 octobre) de la "distribution des bénéfices dans la maison Allemagne" écrit: "Le capital est satisfait" -- les cours l'indiquent -- "de la juste part qui lui a été attribuée dans le produit du travail national".

Le capital a tout lieu d'être satisfait. Certes, de nombreux industriels, avant tout dans l'industrie des articles de consommation, sont affectés par le caractère trop unilatéral de la hausse économique due aux armements. Généralement parlant, on peut dire toutefois que les industriels n'ont pas à se plaindre. Il ressort d'un aperçu établi par la maison de banque berlinoise bien connue Hardy et Cie (dans le numéro d'octobre de son périodique) que les bonis réalisés par les sociétés anonymes industrielles qui figurent dans la statistique de l'Office national de statistiques, sont à l'heure qu'il est déjà supérieurs à ceux de 1929/30 et dépasse probablement les chiffres de la période de prospérité 1927/1929.

Qu'on en juge:

Solde des profits en pourcentages du capital indiqué au bilan

1929 / 1930 4,39%  
1935 / 1936 5,54% Deuxième semestre 1936 5,07

"Les chiffres des bilans pour 1937 accusent ou permettent d'attendre des améliorations des résultats d'exploitation. De la sorte la moyenne des années d'avant la crise (1927/1928 : 6,54%) pourra peut-être être atteinte".

Dans la maison "Allemagne", les ouvriers continuent, eux, à toucher les misérables salaires de l'année de crise 1932. A cette époque les sociétés anonymes industrielles accusaient des pertes de 7,56% en moyenne de leur capital en actions. Aujourd'hui ces pertes se sont modifiées en des bénéfices de 6,5%. Le mouvement revendicatif des ouvriers spécialisés dans l'industrie et dans les transports est enrayé avec l'aide des organes de l'Etat. En effet, des salaires de crise pour les travailleurs, des profits pour les industriels, voilà la répartition "équitable" pratiquée par la maison "Allemagne" nazie. Est-ce étonnant que le capital soit "satisfait"?

Qui portera la charge des impôts?

Les industriels allemands imposent leur volonté

(I.T.F.) Les Nazis qui avaient promis de réduire les impôts les ont au contraire augmentés. Les sommes perçues en impôts ont augmenté en Allemagne de 6,6 milliards de marks en 1932/33 à 13,5 milliards en 1937/38.

Ce n'est là qu'en partie une conséquence de la hausse provenant des armements mais surtout le résultat de l'introduction de nouveaux impôts et en première ligne une application plus énergique des méthodes pour faire rentrer l'argent dites "raffinement des méthodes de perception des impôts existants. Toutefois devant l'accroissement formidable des dépenses que réclament et l'armement et la bonzocratie, le produit des impôts n'est toujours pas suffisant. De nouveaux impôts sont nécessaires. Seulement qui paiera? Les nouveaux-riches nazis, les profiteurs des armements ou les masses? Le "Deutsche Volkswirtschaft" l'organe des intellectuels nazis, proche de Goebbels, pose la question: "Qui portera la charge des impôts?" Reste à savoir qui aura à payer la part du lion.... Les choses en sont actuellement là que (malgré toutes les promesses Röd.-) la charge principale des impôts repose, de même que pendant la crise, sur les larges couches de la population travailleuse. En même temps, ainsi que l'affirme le ministre des Finances, l'économie allemande est déchargée de ses dettes et cette même économie souscrit, au moyen des bénéfices notables qu'elle réalise, à des emprunts d'Etat qui lui rapportent encore des intérêts". ("Deutscher Volkswirt" 21 juin 1937). Comme conclusion de ce raisonnement, le journal demande énergiquement que les impôts à payer par les industries de guerre soient augmentés.

Le porte-parole des industriels s'éleva vivement contre cette demande qui tendait à "corriger la répartition des revenus par une modification de la politique fiscale". Il formula clairement la menace qu'il serait répliqué à des augmentations d'impôts par des augmentations des prix et par des renvois d'ouvriers. (Deutsche Volkswirtschaft, 16 juillet 1937). Le journal dénonça de pareilles exigences fiscales comme étant du "socialisme d'Etat", du "bolchévisme fiscal". Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, l'industrie eut le dessus lors du Congrès de Nuremberg. Le Dr. Schacht défendit (dans un discours prononcé à Essen le 29 septembre)

les profits réalisés par l'industrie des armements et s'éleva avec véhémence contre ceux qui réclament une "politique fiscale fausse". Parlant au nom du ministre des Finances, le secrétaire d'Etat Reinhardt déclara ("Völkischer Beobachter" 1937): "Depuis quelque temps on parle et on écrit beaucoup au sujet d'augmentations des impôts; un périodique économique va jusqu'à réclamer des relèvements. Je ne puis qu'affirmer à ce propos qu'au ministère des Finances personne ne se préoccupe de projets de majorer les impôts et que personne ne s'en préoccupe dans un proche avenir". Ce ne seront pas les profiteurs des industries de guerre mais les larges masses travailleuses qui auront à porter les frais de l'armement allemand.

Les dons versés au Secours d'hiver transmues en avions de bombardement. (I.T.F.) Suivant un décompte public l'oeuvre du "Secours d'hiver" 1936/37 (paru dans le numéro de septembre de "Wirtschaft und Statistik") des versements d'une valeur totale de 282,78 millions de marks ont été distribués l'année écoulée à 10,7 millions de secours. Si ces indications que personne ne peut contrôler sont exactes, cela signifie que pendant le dernier hiver, chaque personne ayant bénéficié du secours d'hiver nazi a reçu en moyenne par jour des secours en nature ou en espèces d'une valeur de 14 pfennigs tout au plus. Si ces renseignements sont exacts.....

Les doutes concernant la manière dont ont été utilisés les millions extorqués subsistent parmi les masses du peuple. Le "Angriff" (dans son numéro du 7 octobre) se voit obligé de se préoccuper à nouveau du mot ailé parlant des "secours d'hiver transmues en avions de bombardement".

Quelle valeur faut-il au fond attacher à ces bruits? Il est un fait que des organes publics ont depuis la création de l'oeuvre du Secours d'hiver, resserré proportionnellement bien davantage leurs dépenses en secours que ne le justifieraient le produit des collectes et le recul du nombre des chômeurs et qu'une partie des sommes ainsi économisées sont mises par ces organes au service du réarmement. Indirectement c'est donc en tout cas le secours d'hiver qui finance une partie des armements. Un financement direct semble probable mais n'a pu être démontré, que rarement jusqu'ici. En 1935/36 on a affecté des sommes recueillies par le secours d'hiver à l'équipement des troupes du service du travail; le décompte pour 1936/37 mentionne la distribution de 654.000 uniformes. On a omis d'indiquer si ces uniformes étaient destinés à des troupes de l'aviation ou aux hommes du service du travail.

Depuis 1933/34 le nombre des secours a été restreint de 34%; les dépenses administratives ont cependant été, pendant la même période, plus que doublées. On ignore de quelle manière les détournements figurent dans les livres.

Pénurie de pain en Allemagne. (I.T.F.) "Il est nécessaire que le consommateur...resserre sa consommation de pain au profit de la pomme de terre et mange, au repas du soir par exemple, plus de pommes de terre au lieu de pain." (Voir dans le "Frankfurter Zeitung" du 4 octobre le discours tenu par le ministre de l'Agriculture Darré, lors de la fête de la moisson du 3 octobre.

Une trouvaille. (I.T.F.) Vu qu'il semble impossible même aux Nazis d'augmenter davantage les retenues pratiquées sur les salaires des ouvriers allemands, ils ont introduit à présent une nouvelle forme originale de versements "facultatifs". En Turinge les ouvriers des 2.000 principales entreprises devront fournir jusqu'à nouvel ordre une heure de travail supplémentaire par mois. Ils ne touchent pas un pfennig pour cette heure de travail, le salaire auquel elle donne droit devant être "volontairement" versé à une caisse nazie.

(Des détails à propos de ce versement dit "Fritz Saukelspende" ont été publiés entre autres par le "Völkischer Beobachter" du 1er octobre.)

Un seul revenu n'est pas assez. (I.T.F.) Depuis août 1933 les Nazis consentent des "prêts de mariage" à toutes les jeunes filles quittant un emploi rémunéré pour se marier. Ces prêts de mariage dont le montant, lorsqu'il s'agit d'ouvrières, ne dépasse généralement pas 300 marks, doivent être remboursés en versements annuels à moins que des enfants ne naissent du mariage. A la naissance de chaque enfant, il est fait grâce de 25% de la somme encore à rembourser

On sait que les femmes mariées bénéficiant de ces prêts

n'avaient pas le droit d'accepter un nouvel emploi. Il se trouva cependant bientôt que, dans la pratique, cette interdiction ne pouvait pas être maintenue, vu que les taux de rétribution sont si bas en Allemagne que le revenu du mari suffit rarement pour entretenir une famille. C'est pourquoi cette interdiction, dont l'observation avait été rendue moins rigoureuse dès fin 1936, a été entièrement abolie le 1er octobre.

Faut-il qu'un chômeur mange tous les jours? -----

(I.T.F.) Nous lisons dans le "Oesterreichische Arbeiterzeitung" de Vienne, l'organe central du mouvement parmi

les ouvriers et employés chrétiens (numéro du 18 septembre), comment un juge du tribunal arrondissemental de Vienne-Döbling "rend justice":

"Devant le juge un grand garçon bien découplé. Aux jambes un vêtement qui ressemble à un pantalon; le maillot bleu rempli de trous dus manifestement à l'usure du tissu; une vieille veste et des chaussures complètent sa tenue. Ce garçon qui malgré tout fait bonne impression, a à répondre devant le juge, d'avoir mendié l'avant-veille au Leopoldsberg. Le juge: "Vous avez mendié bien que vous soyez qualifié comme apte au travail". L'accusé: "Que voulez-vous que je fasse, monsieur le juge, si on ne me donne pas de travail? Ce n'est pas que je n'essaie pas. Dernièrement j'ai travaillé pendant quelques jours et alors je me suis acheté un pantalon et une chemise. Ceci, c'est ce que je mets tous les jours. Quand je ferai mon service militaire, je pourrai du moins me rattraper un peu."

Le juge: "La mendicité est interdite; vous avez déjà eu maille à partir avec la police à ce propos." L'accusé: "Il faut bien que je vive. On m'a promis du travail à la Höhenstrasse mais je n'ai encore rien vu. Parfois je prends quelques patates dans un champ mais on ne peut pas manger tous les jours des patates."

Le juge: "Certainement qu'on le peut." L'accusé: "Oui, mais alors il faut aussi du saindoux et je ne peux pas m'en acheter."

Le juge: "Votre mère gagne quelque chose; elle peut vous aider". L'accusé: "Elle ne touche que quatorze schillings et elle ne peut déjà pas se tirer d'affaire avec cela. Tout au plus elle peut me donner à manger de temps en temps".

Sur ce, le juge condamne l'accusé à quatre jours de détention. L'exposé des motifs déclare que la condamnation est motivée et nécessaire parce que l'accusé est en état de travailler et qu'il est certain que sa mère lui donne à manger de temps à autre (!) de sorte qu'il n'était pas question d'un cas de nécessité irrésistible...."

Emblèmes significatifs en Autriche.

(I.T.F.) La nouvelle formation paramilitaire des groupements fascistes autrichiens, le "Corps de défense du Front patriotique" a choisi des emblèmes significatifs: la bannière est noire comme celle des SS allemands: sur cette bannière une croix à flèches, le symbole des nazis hongrois.

Les lettres S.K. sont écrites de manière à pouvoir être facilement confondues avec S.S.

Quand on déporte les ouvriers en Allemagne. -----

(I.T.F.) Le chantier naval de Dantzig "Danziger Werft" a obtenu de Pologne deux commandes importantes. Il

s'est trouvé à cette occasion qu'on ne trouve plus à Dantzig--qui a une belle tradition en ce qui concerne les constructions de navires--d'ouvriers spécialisés dans la branche. Les Nazis dantzikois ont contraint tous les ouvriers spécialistes en chômage à aller travailler dans l'industrie de guerre en Allemagne où on les retient. On les oblige même à rester dans un "camp" en Allemagne en cas de chômage pour attendre du nouveau travail, alors que ces hommes ont à Dantzig leur famille qui n'a pas pu les suivre en Allemagne faute de logement. A présent la "Danziger Werft" a dû embaucher en Lettonie des ouvriers spécialisés dans les constructions navales...

Amsterdam, le 16 octobre 1937.

N°21.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Les nouvelles soldes des marins allemands. (I.T.F.) Pour établir des parallèles entre les nouvelles soldes des marins allemands et les salaires payés dans d'autres pays, il serait arroné de se servir du cours du change officiel allemand. De cours en effet n'existe que sur le papier. Les marks "registre" sont négociés à environ 47% au-dessous du cours officiel, les billets de banque à environ 42% au-dessous de ce cours. Le pouvoir d'achat intérieur du mark a baissé d'à peu près 40% depuis le début du régime nazi. En traduisant en livres sterling le revenu de catégories ouvrières allemandes il ne faut pas, par conséquent, calculer la livre à raison de 12,36 marks --selon le cours officiel-- mais il faut, pour se faire une image exacte, calculer une livre à raison de 20,43 marks. Même des organes officiels allemands, tels que par exemple l'Institut pour l'étude des conjonctures, se servent de ce cours pour établir des comparaisons sur la puissance d'achat des salaires. En calculant de cette manière on arrive pour le salaire du matelot allemand à un taux allant de £ 5.17.2 à £ 6. 7.5 et pour celui du chauffeur maritime à £ 6. 7.5

Encore ne faut-il pas penser que les marins touchent vraiment pareille solde. 30% environ leur est retenu en impôts, primes pour assurances sociales et versements "facultatifs" à toutes espèces d'organisations nazies.

Les deux tiers à peu près de toutes ces retenues sont des inventions du Troisième Reich. Par l'augmentation de salaires que viennent d'arracher les principales catégories de marins allemands, ils ont obtenu que l'augmentation des retenues entrée en vigueur depuis l'avènement de la dictature nazie soit supportée par les armateurs. Quant aux officiers de la marine marchande, leurs soldes n'ayant été augmentées que de 10%, ils n'ont pu se décharger sur l'armement que de la moitié de l'augmentation des retenues.

Le personnel roulant des chemins de fer fédéraux autrichiens est surmené. (I.T.F.) Depuis 1936 dix à quinze trains de 1.200 tonnes transportent \* de Pologne et de Tchécoslovaquie du charbon en Italie. Le trafic-marchandises sur le parcours en cause est à l'heure qu'il est plus intense qu'à l'époque de la grande prospérité, 1926/27. Toutefois au lieu de faire face à ce trafic accru par l'engagement de nouveau personnel ou la réintégration des cheminots révoqués pour motifs politiques, la direction des chemins de fer fédéraux exige du personnel actuel un surplus inouï de rendement. \* journalièrement

Le règlement sur les heures de travail aux chemins de fer fédéraux autrichiens stipule qu'on ne peut pas, dans un délai d'un mois de 30 jours, exiger du personnel plus de trente heures supplémentaires mais personne ne se soucie de cette disposition. Il y a des dépôts où 60 heures supplémentaires par unité du personnel ne constituent pas une exception. Certains agents ont au mois de juin dernier, dû fournir jusqu'à 390 heures <sup>de travail</sup>. Ces cheminots qui doivent en un mois fournir autant de travail que normalement en deux, ne commencent jamais leur service franc et dispos. Dans l'état de surmenage où ils se trouvent, ils sont un danger pour leurs collègues. Le cas s'est produit de serre-freins qui s'étaient endormis, cela sur une rampe de 25°, de sorte que le train ne put être arrêté que par un renversement de la vapeur. Ce n'est que trop fréquent en outre que les cheminots ne touchent jusqu'à la fin de l'année pas un centime pour le surplus de travail qu'on leur impose. On leur promet de temps à autre des jours de congé en compensation, mais à l'heure qu'il est bien des centaines de jours de repos sont dus pour du travail supplémentaire fourni en 1936.

Le déclin de la Reichsbahn.-Retards-Insuffisance du matériel-Excès de fatigue du personnel. (I.T.F.) L'effort excessif exigé des agents et du matériel a pris, auprès de la Reichsbahn allemande, de telles proportions que la censure ne peut plus empêcher des protestations ouvertes. Dans le trafic-voyageurs la Reichsbahn a considérablement augmenté les vitesses afin d'économiser "par une circulation accélérée du parc de voitures une économie d'agents et de matériel" mais celui qui voyage assez souvent--ainsi le constate avec amertume le "Frankfurter Zeitung" du 29 septembre--a dû constater "que les écritaux noirs servant à inscrire les retards des trains doivent être utilisés plus souvent qu'on en avait l'habitude....

Pour les usagers du chemin de fer la vitesse accrue perd beaucoup de ses charmes lorsqu'elle ne va de pair avec une observation scrupuleuse des horaires". "Il semble bien que les difficultés de l'été écoulé ont indiqué des limites jusqu'auxquelles peuvent aller les possibilités de rendement des gares et du réseau ferre" (--et avant tout du personnel! Réd.--).

Dans le trafic-marchandises la situation est pire. Dans le "Deutsche Volkswirtschaft", feuille économique des intellectuels du parti nazi (N° du 11 septembre) un expert (anonyme) constate que dans la Reichsbahn le nombre des wagons a reculé de 673.000 (en 1928) à 594.000 (en 1936). L'âge moyen des véhicules a monté de 15 ans (en 1930) à 20 ans (en 1936)" en d'autres mots, a augmenté d'un tiers".

Il est vrai qu'un âge moyen de 20 ans n'a rien d'inquiétant en temps normal car on peut compter qu'un wagon régulièrement vérifié et réparé à temps peut atteindre un âge de 40 ans... Si toutefois, à l'heure qu'il est, cet âge moyen doit être considéré comme un élément de danger, ceci est dû à la malencontreuse composition des catégories d'âge. Le manque de wagons exige "un degré d'utilisation considéré autrefois comme anormal... En l'année de hausse 1929 le rendement en essieux-kilomètres, c'est-à-dire le total des distances parcourues par essieu de wagon, s'élevait à environ 30.000 alors que le chiffre correspondant pour 1936 était d'environ 32.800! Les tonnes kilométriques accusent un mouvement analogue; en 1929 elles se chiffraient par wagon à 116.500 et en 1936 déjà à 122.700... Chaque wagon doit fournir, au moins 15% de plus qu'en 1929, année de hausse qui par conséquent ne peut pas être considérée comme une année normale! Ajoutons à cela la pénurie de lubrifiants; à tout bout de champ des véhicules s'échauffent. On sait que les vieux wagons "dévorent" l'huile. "Il est hors de doute que lorsque le matériel roulant est trop vieux ou disponible en quantité insuffisante, la pulsation de la vie économique est condamnée à ralentir".

Le journal nazi arrive à la conclusion que 45.000 wagons de 25 tonnes font pour le moins défaut à la Reichsbahn. Cette pénurie de wagons a deux causes essentielles. La Reichsbahn est contrainte d'effectuer les transports pour les organisations nazies à des tarifs spéciaux; cette charge financière fait qu'il lui devient fort difficile de passer des commandes de nouveau matériel de l'ampleur voulue. Encore ses commandes, tout insuffisantes qu'elles sont, ne peuvent pas être exécutées avec promptitude vu que les matières premières sont réservées dans des buts d'armement. Or, afin de rendre la pénurie de wagons moins gênante, on accélère leur mouvement, les travaux de chargement et de déchargement doivent se faire à une allure plus rapide et les opérations de manœuvres sont hâtées. Il s'ensuit: un danger d'accident accru avec, comme résultat, augmentation du chiffre des accidents. (Voir aussi supplément du numéro du 4 septembre.)

Réductions par édition spéciale. (I.T.F.) Les commissaires au travail allemands, dictateurs en matière de salaires, peuvent à toute époque autoriser pour certains établissements, pour certains services et pour certains individus, une rétribution inférieure aux tarifs. Des avilissements généraux pour toute une branche industrielle doivent toutefois être publiés auparavant dans le Bulletin du ministère au Travail qui paraît les 5, 15 et 25 de chaque mois. Or, le commissaire du Travail pour Berlin avait décrété le 24 septembre que le supplément de 50 % dû pour travail du dimanche ne devait pas être payé le 28 septembre dans les transports de meubles en vue de déménagements. Vu que le Bulletin était déjà sous presse, l'ordonnance du commissaire parut comme "supplément". Au moyen de cette procédure, inaccoutumée même dans le Troisième Reich, le revenu de plusieurs centaines d'ouvriers des transports put, à la dernière minute, être rogné de 5 à 8 marks.

La crainte devant les "illégaux". (I.T.F.) La direction des tramways de Klagenfurt, chef-lieu de la province autrichienne de Carinthie, a invité tous ses salariés à signer une certaine formule aux termes de laquelle ils doivent s'engager à s'abstenir de toute activité clandestine et à dénoncer immédiatement à la direction toute tentative de pareille activité qu'ils pourraient constater dans l'entreprise.

Dans l'Etat corporatif chrétien, les agents des tramways doivent devenir des dénonciateurs!